

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 février 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 23 février 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à ma lettre du 21 novembre 2003 (S/2003/1129), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que la Jamaïque a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 20 février 2004, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et en réponse à votre lettre datée du 12 novembre 2003, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du rapport dans lequel le Gouvernement jamaïcain apporte des précisions sur divers points soulevés par le Comité contre le terrorisme (voir pièce jointe).

Le Gouvernement jamaïcain reste disposé à coopérer avec le Comité pour lui présenter d'autres rapports ou tout complément d'information, si nécessaire ou si le Comité le lui demande.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Stafford Neil

Pièce jointe

Rapport du Gouvernement jamaïcain au Comité contre le terrorisme

Effacité et protection du système financier

1.1

Le projet de loi intitulé *Terrorism Prevention Act* (loi sur la prévention du terrorisme), ci-après dénommé le « projet de loi », a été déposé devant la Chambre des représentants le 28 octobre 2003. Ce texte a pour objet de mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001). Il a été soumis à la Chambre des représentants pour examen et devrait être adopté en 2004. C'est aussi le moyen par lequel la Jamaïque appliquera les conventions auxquelles elle n'est pas encore partie. Une fois qu'il aura été adopté, la Jamaïque prendra les mesures voulues pour adhérer à ces instruments.

Les articles 15 et 16 du projet de loi imposent à différentes entités l'obligation d'indiquer périodiquement si elles possèdent ou administrent des biens appartenant à une « entité dont le nom figure sur la liste » ou soumis à son contrôle. Les entités du type susmentionné sont celles dont le nom figure sur une liste établie par le Directeur du parquet et qui contient les noms d'entités dont on pense qu'elles ont commis ou fomenté des infractions terroristes ou qui sont soupçonnées de tels actes. En outre, l'article 16 impose l'obligation de signaler toute transaction suspecte. Tout manquement à ces obligations constitue une infraction.

Vu que le projet de loi impose une obligation de rendre compte et prévoit un régime de notification parallèle à celui qui est visé par le *Money Laundering Act*, (loi sur le blanchiment d'argent), il n'est désormais plus nécessaire d'apporter à ce dernier texte des modifications constituant en « infractions principales » le terrorisme et son financement.

Un projet de loi portant amendement du *Bank of Jamaica Act* et visant à régir les activités des agents et des sociétés spécialisés dans les transferts et envois d'argent a récemment été approuvé par la Chambre des représentants.

Les recommandations de la Financial Crimes Task Force (Groupe de travail législatif sur la criminalité financière) devraient être mises en oeuvre par voie de législation. En conséquence, il a été demandé d'autoriser la publication d'instructions aux fins de l'élaboration d'un projet de loi modifiant le *Money Laundering Act* de sorte qu'il puisse aussi s'appliquer aux organismes caritatifs. Des modifications corrélatives à certains textes législatifs connexes pourraient aussi s'avérer nécessaires.

En outre, un nouveau projet de loi intitulé *The Proceeds of Crime Act* (loi sur les produits des infractions) est en cours d'élaboration. Ce texte vise essentiellement à introduire des mesures de saisie conservatoire au civil et à traiter certaines questions en rapport avec le blanchiment d'argent et avec d'autres formes de criminalité financière.

Le *Terrorism Bill* facilite le gel des avoirs par la voie d'ordonnances de saisie conservatoire et de confiscation ainsi que par la saisie de biens en application de mandats de perquisition.

En vertu de l'article 35 du projet de loi, le tribunal peut délivrer une ordonnance de saisie conservatoire à l'encontre de tout bien ou « bien pertinent », tant sur le sol jamaïcain qu'à l'étranger, si le défendeur a été condamné pour une infraction terroriste ou est soupçonné d'avoir commis cette infraction et s'il existe des raisons suffisantes de penser qu'il est bel et bien l'auteur de cette infraction.

Par « bien pertinent », on entend tout bien utilisé pour commettre une infraction terroriste, en faciliter la commission ou qui serait le produit de cette infraction.

Une ordonnance de saisie conservatoire peut interdire au défendeur ou à toute autre personne de se débarrasser du bien ou de s'en servir pour d'autres transactions, ou soumettre l'utilisation de ce bien à toute restriction qu'elle jugera bon.

L'article 28 dispose que le tribunal peut, sur la demande du Directeur du parquet, confisquer les biens d'un défendeur condamné où qu'ils se trouvent.

On notera également qu'en vertu de l'article 24 du projet de loi, un agent de police est autorisé à saisir tout bien pour lequel il existe des raisons suffisantes de croire qu'il s'agit d'un bien pertinent.

Le projet de loi définit les cas dans lesquels les dispositions susmentionnées sont appliquées ainsi que les droits des différentes parties devant la Cour eu égard aux biens visés. Des ordonnances peuvent être délivrées concernant des biens situés hors de la Jamaïque ou la commission d'une infraction visée à l'article 6 du projet de loi qui érige en infraction le fait pour un ressortissant jamaïcain résidant à l'étranger de se servir d'un bien à des fins terroristes.

Efficacité du dispositif antiterroriste

1.2

Les nombreuses consultations et l'examen poussé auxquels a procédé un groupe de travail interministériel composé de représentants des Ministères de la justice, de la sécurité nationale, des affaires étrangères et du commerce extérieur ainsi que du Bureau de l'Attorney généra (Procureur général), du Bureau du premier Conseiller juridique auprès de la Chambre des représentants, du Département chargé des réformes juridiques, du Directeur du parquet et de la Banque de la Jamaïque et qui ont porté sur la législation en vigueur, les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme, la législation étrangère antiterroriste et le rapport du Groupe d'experts sur les mesures législatives et administratives visant à lutter contre le terrorisme publié par le Secrétariat du Commonwealth, ont abouti à l'élaboration d'un projet de loi sur le terrorisme actuellement examiné par la Chambre des représentants. Ce texte, comme on l'a fait remarquer précédemment, a été déposé devant la Chambre des représentants en octobre 2003 et devrait être adopté en 2004.

1.3

Une fois qu'aura été mise en place la législation interne destinée à faciliter la mise en oeuvre des instruments de lutte antiterroriste au plan local, la Jamaïque adhèrera aux accords auxquels elle n'est pas encore partie ou les ratifiera. La *Terrorism Prevention Bill* (loi sur la prévention du terrorisme), qui devrait être adopté sous peu, assurera le bon déroulement de ce processus.

La Jamaïque est partie aux conventions ci-après :

- Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs;
- Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs;
- Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;
- Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques.

La Jamaïque a signé les conventions ci-après :

- Convention internationale contre la prise d'otages;
- Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention du 23 septembre 1971;
- Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

Aucune mesure conventionnelle n'a encore été prise en ce qui concerne les conventions ci-après :

- Convention sur la protection physique des matières nucléaires;
- Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime;
- Protocole à la Convention du 10 mars 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental;
- Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection; et
- Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à la bombe.

Efficacité des contrôles exercés aux frontières ainsi que par les douanes et par les services de l'immigration

1.4

La Jamaïque impose un certain nombre d'obligations s'agissant des déclarations à faire et des autorisations devant être obtenues avant que les mouvements transfrontières d'espèces, d'effets négociables, de métaux précieux et d'or ne soient autorisés.

Les interdictions et restrictions qui frappent certaines marchandises sont énoncées dans des lois et règlements édictés par différents services et organismes gouvernementaux. Une des tâches confiées au Service jamaïcain des douanes consiste à surveiller ces institutions. C'est ainsi que dans le cadre de la surveillance qu'elles exercent sur les mouvements transfrontières d'espèces ainsi que de pierres et de métaux précieux, les douanes jamaïcaines sont habilitées à placer en détention les personnes et les marchandises qui contreviennent au *Money Laundering Act* (loi

sur le blanchiment d'argent), au *Bank of Jamaica Act* (loi relative à la Banque de la Jamaïque) et le *Trade Board Act* (loi sur les chambres de commerce). En outre le Service des douanes collabore avec la Financial Investigation Division (Division des enquêtes financières) et signale toutes les importations et exportations suspectes.

Contrôles douaniers

Importations

Les douanes jamaïquaines imposent des restrictions aux montants en espèces qu'une personne peut avoir en sa possession à son entrée en Jamaïque. En vertu du *Money Laundering Act*, une personne pénétrant sur le territoire jamaïcain est tenue, à son entrée, de déclarer tout montant supérieur ou égal à 10 000 dollars des États-Unis ou un montant équivalent libellé en monnaies étrangères légales ou se présentant sous forme d'instrument négociable. Si la personne fait une déclaration, l'information est ensuite communiquée à la Financial Investigation Division.

Les importations de pierres et de métaux précieux ne sont quant à elles soumises à aucune restriction. Toutefois, une personne entrant sur le territoire jamaïcain est tenue de déclarer tous les articles autres que ses effets personnels. Un droit de douane est prélevé sur les pierres et métaux précieux. Si l'article donne matière à suspicion, le fonctionnaire des douanes est habilité à en aviser la police ou la Financial Investigation Division.

Le fait de ne pas déclarer un article en bonne et due forme constitue une fausse déclaration et un acte de contrebande. Ces infractions sont passibles des poursuites prévues aux articles 209 et/ou 210 du *Customs Act* (loi sur les douanes).

Exportations

Les exportations d'espèces, d'instruments négociables et de pierres et métaux précieux sont soumises à contrôle. En vertu du *Bank of Jamaica Act* et du *Trade Board Act* (loi sur les chambres de commerce), aucun exportateur ne peut exporter des espèces ni des pierres et métaux précieux sans autorisation préalable. Pour ce faire, il lui faut obtenir une licence d'exportation. Il est aussi tenu de déclarer les articles exportés.

1.5

Le projet de loi intitulé *Port Security Act* (loi sur la sécurité portuaire) est actuellement examiné par les organismes gouvernementaux compétents. Une fois cet examen achevé, il sera, le cas échéant, amendé, avant que le Comité législatif ne le soumette à la Chambre des représentants.

1.6

En vertu des articles 3 à 8 du chapitre II de la Constitution jamaïcaine, la nationalité jamaïcaine s'acquiert, conformément aux dispositions constitutionnelles, par la naissance, par filiation et par mariage avec un(e) ressortissant(e) jamaïcain(e).

Est citoyen jamaïcain par la naissance quiconque naît à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé en Jamaïque ou appartenant au Gouvernement jamaïcain.

Quiconque naît à l'étranger acquiert la nationalité jamaïcaine à la date de sa naissance si, à cette date, l'un ou l'autre de ses deux parents est citoyen jamaïcain.

La nationalité par filiation ne se limite pas à la première génération, voire à un nombre de générations données, et elle peut s'acquérir sur présentation d'éléments de preuve suffisants pour attester que celui qui demande la nationalité est le descendant d'un ressortissant jamaïcain.

Tout(e) étranger(ère) marié(e) à un(e) ressortissant(e) jamaïcain(e) est habilité(e) à acquérir la nationalité par enregistrement. Toutefois, ce droit peut être refusé si le mariage a été contracté essentiellement pour que le conjoint étranger puisse acquérir la nationalité jamaïcaine, s'il n'y a pas intention de communauté de vie ou si le conjoint étranger a été condamné, dans un pays tiers quel qu'il soit, pour une des infractions pénales visées dans les textes de loi qui prévoient le déni de nationalité pour condamnation.

Une personne qui est jamaïcaine par la naissance ou par filiation ne peut être déchue de sa nationalité, tandis que celle qui acquiert cette même nationalité par enregistrement ou par naturalisation peut l'être, si la loi l'autorise.

À l'article 3 du *Jamaican Nationality Act* (loi sur la nationalité jamaïcaine), il est stipulé que les ressortissants du Commonwealth ou de la République d'Irlande, ayant atteint leur majorité et dotés de toutes leurs facultés, peuvent, à la discrétion du Ministre de la sécurité nationale, obtenir la nationalité jamaïcaine si, durant les cinq années antérieures à la date à laquelle ils ont présenté leur demande de nationalité, ils ont été domiciliés en Jamaïque ou ont travaillé pour la Couronne ou pour le Gouvernement jamaïcain.

De la même façon, en vertu de l'article 6 de la loi susmentionnée, tout étranger ou personne ayant le statut de British protected person peut acquérir la nationalité jamaïcaine par enregistrement, sous réserve de satisfaire à certaines conditions. Dans le cas des étrangers, ces conditions sont les suivantes :

- Avoir été domicilié en Jamaïque pendant les 12 mois précédant la date à laquelle la demande de nationalité a été présentée;
- Durant les sept années ayant précédé les 12 mois dont il est fait mention plus haut, avoir résidé en Jamaïque pendant des périodes qui, additionnées les unes aux autres, sont supérieures ou égales à quatre ans;
- Être de bonne moeurs; et
- Avoir l'intention de résider en Jamaïque.

Les personnes ayant le statut de British protected person doivent avoir été domiciliées en Jamaïque pendant au moins cinq ans ou toute autre période de durée inférieure à ce chiffre qui pourrait, à titre exceptionnel, être autorisée par le Ministre de la sécurité nationale.

Une fois qu'il a satisfait à ces différentes conditions, le candidat à la nationalité jamaïcaine se voit délivrer un certificat de naturalisation et, après avoir prêté serment en bonne et due forme, devient citoyen jamaïcain à compter de la date d'émission dudit certificat.

Le *Jamaican Nationality Act* contient des dispositions relatives à la répudiation de la nationalité jamaïcaine, par exemple à la double nationalité. Comme on l'a indiqué précédemment, il peut y avoir déchéance de nationalité acquise par naturalisation, en cas de trahison ou de condamnation dans un pays tiers quel qu'il soit, pour une infraction qui aurait été commise durant les cinq années

ayant suivi la naturalisation et serait passible d'une peine d'emprisonnement d'au moins 12 mois.

La loi susmentionnée stipule également que toute personne ayant acquis la nationalité jamaïcaine à la naissance, par filiation ou par adoption, puis répudié cette nationalité, peut être réintégrée dans ladite nationalité.

En règle générale, les candidats à la nationalité jamaïcaine sont tenus de produire un certain nombre de pièces justificatives lorsqu'ils soumettent leur demande. Il peut s'agir, selon les cas, d'extraits d'actes de naissance, d'actes de mariage, de permis de travail ou d'autres documents pertinents.

Délivrance de passeports jamaïcains

En vertu du *Passport Act* (loi sur les passeports), le Ministre de la sécurité nationale est habilité à délivrer aux citoyens jamaïcains des passeports ainsi que des autorisations de quitter le territoire jamaïcain, des pièces d'identité et des documents de voyage.

Un passeport jamaïcain est valide pour une période de 10 ans à compter de la date de son émission et son utilisation peut être limitée à certains pays.

Commet une infraction quiconque :

- Falsifie ou détient illicitement un passeport;
- Omet intentionnellement ou néglige de remettre, dans les sept jours ayant suivi sa trouvaille, un passeport qu'il vient de trouver, à l'agent de police chargé des passeports ou au commissaire de police du commissariat de police le plus proche;
- Se défait de son passeport à des fins illicites ou en le remettant à une personne sans autorité légale;
- Détruit un passeport ou autorise autrui à en prendre possession, ce qui constitue une faute intentionnelle;
- Fait une déclaration confirmant la véracité des renseignements contenus dans une demande de passeport ou attestant que le demandeur du passeport est apte à se voir délivrer un document de cette nature, sans réellement connaître ce demandeur et en se fondant uniquement sur les informations fournies par celui-ci ou par d'autres personnes; et
- Utilise un passeport d'une manière incompatible avec les restrictions qui pourraient en interdire l'usage à destination de certains pays.

Les infractions susmentionnées sont passibles d'une peine correctionnelle consistant en l'emprisonnement pour une durée d'un an assortie ou non des travaux forcés ou du versement d'une amende.

La procédure à suivre pour obtenir un passeport jamaïcain est la suivante : présentation de la demande de passeport accompagnée de pièces justificatives (extrait d'acte de naissance, certificat d'adoption, acte de naturalisation, acte de mariage, acte unilatéral, etc.) attestant de l'identité et de la nationalité jamaïcaine du demandeur ainsi que de photographies certifiées conformes de ce dernier. La Immigration, Passport and Citizenship Services Division (Division des services chargés des questions d'immigration, de passeport et de nationalité) s'assure de

l'authenticité des documents fournis et traite la demande. Une fois celle-ci acceptée et les frais applicables payés, le passeport est délivré.

Efficacité des contrôles visant à empêcher les terroristes d'avoir accès à des armes

1.7

Le *Firearms Act* (loi sur les armes à feu), le *Explosives (Control of Manufacture) Act* [loi sur les explosifs (contrôle de fabrication)] et le *Gunpowder and Explosives Act* (loi sur la poudre et les explosifs) sont toujours à l'examen.
